

- ◆. [Chaque année, la faim progresse ! 12.2007](#)
- ◆. [Appel à signer le "Manifeste des innombrables" 11.2007](#)
- ◆. [Les troisièmes rencontres de l'éducation citoyenne 11.2007](#)
- ◆. [On ne peut pas s'habituer aux traques 11.2007](#)
- ◆. [Appel contre la statistique ethnique 11.2007](#)
- ◆. [Albert Jacquard à Nancy le 10.2007](#)
- ◆. [Destruction de la première parcelle de maïs bio ... 10.2007](#)
- ◆. [Cela s'appelle une rafle ! 10.2007](#)
- ◆. [Démocratie et liberté de presse 10.2007](#)
- ◆. [Madie FOFANA doit être régularisée ! 10.2007](#)
- ◆. [Les birmans ont besoin de notre soutien 09.2007](#)
- ◆. [L'homéopathie menacée 09.2007](#)
- ◆. [Témoignage bouleversant 08.2007](#)
- ◆. [Nous soutenons les sans-papiers en grève de la faim 08.2007](#)
- ◆. [On ne pratique pas la chasse à l'enfant 08.2007](#)
- ◆. [Devenir citoyen et acteur d'un monde solidaire 07.2007](#)

◆. Chaque année, la faim progresse !



Elle touche aujourd'hui 852 millions de personnes et tue 6 millions d'enfants ! 80 % des victimes de la faim sont des paysans et leurs familles. Si les causes sont multiples, l'Union Européenne et la France portent une part de responsabilité. Les citoyens français peuvent et doivent interpeller leurs dirigeants.

La production laitière en Afrique illustre parfaitement les causes de la crise de l'agriculture africaine. Au Mali, au Sénégal, au Kenya ou en Tanzanie, le lait est un aliment de base pour la population. Pourtant la production locale est rarement suffisante pour répondre à la demande. Ce secteur pourrait donc se développer, créer des emplois et ainsi contribuer à éradiquer la faim et la pauvreté dans les zones rurales. Au manque de volonté politique des gouvernements africains, s'ajoutent les politiques françaises et européennes qui :

- poussent les pays africains à ouvrir leurs marchés aux produits agricoles européens qui viennent concurrencer leurs propres productions. C'est le cas, notamment, des négociations d'Accords de partenariat économique (APE) qui entrent dans une phase cruciale puisqu'elles doivent en principe se conclure le 31 décembre 2007.
- réduisent drastiquement leur aide au développement en faveur de l'agriculture africaine depuis 20 ans.

En 2007, la chute de la production mondiale de lait provoque une flambée des cours. Les consommateurs de Dakar ou Bamako s'inquiètent : va-t-on encore trouver du lait ? Et à quel prix ? Cette situation illustre les risques d'une dépendance excessive par rapport aux importations. La hausse des prix du lait en poudre importé devrait bénéficier aux éleveurs africains et encourager la production locale. Mais pour combien de temps ? Les cours peuvent s'effondrer à nouveau dans les prochaines années. Il est donc essentiel que les Etats africains se voient reconnaître le droit de protéger leur agriculture dans les accords commerciaux internationaux (APE...). Ils doivent accroître leur aide au développement de l'agriculture et en améliorer la qualité, comme le demandent les organisations paysannes africaines. Il est important que la France et l'Union européenne les soutiennent dans cet effort.

C'EST POURQUOI LE CFSI, Association reconnue d'utilité publique qui regroupe 24 organisations pour Agir durablement contre la faim et la pauvreté, DANS LE CADRE DU PROGRAMME ALIMENTERRE, LANCE LA CAMPAGNE "LAIT : NE TARISSONS PAS LA SOURCE AFRICAINE" !

[Signons la pétition en ligne](#)

[Haut de page ↑](#)

◆. Appel à signer le "Manifeste des innombrables" 11.2007

Traque des sans papiers, répression des délinquants de la solidarité : une même politique contre les droits !

RESF (Réseau Education Sans Frontière) appelle à s'engager à leurs côtés avec le « Manifeste des Innombrables »

Alors que partout en France la politique du chiffre conduit à multiplier les expulsions sans considération des dégâts humains qu'elles entraînent, le gouvernement accélère la répression des citoyens qui ont osé contester, par leurs propos ou par leurs mobilisations pacifiques, cette logique inhumaine et xénophobe.

Le calendrier se charge pour les délinquants de la solidarité :

. Le 26 novembre (14 h) : François Auguste, vice président de la région Rhône Alpes, passe au tribunal correctionnel de Lyon pour "entrave à la circulation d'un aéronef", pour avoir protesté dans un avion, suite à l'information du RESF, contre l'expulsion d'une famille dans un avion. Il risque 5 ans de prison et 18000 € d'amende.

. Le 27 novembre (14 h) : Nicolas Moiroux, parent d'élève et travailleur social intervenant auprès des roms, passera en jugement pour outrage et rébellion au Tribunal de Béziers. C'est pourtant lui qui a été victime de brutalités policières pour s'être interposé pour protéger une femme malade lors d'une charge de CRS.

. Le 12 décembre (9 h) : Kadidja T, militante APEIS 93 qui avait protesté dans un avion, suite à l'information du RUSF, contre une expulsion dans un avion vers le Mali, passera au TGI de Bobigny pour "entrave à la circulation d'un aéronef". Elle risque elle aussi 5 ans de prison et 18000 € d'amende.

. Le 21 décembre, Florimond Guimard, instituteur, connaîtra son sort. Il était poursuivi pour avoir manifesté pacifiquement contre l'expulsion d'un père d'élève de son école. Un délit pour lequel, après avoir rendu hommage à Resf et à l'action de ses militants, le procureur a quand même osé requérir une peine avec sursis !

On vient d'apprendre que deux intervenantes de l'association France Terre d'asile ont été interpellées pour « complicité d'aide au séjour irrégulier en bande organisée » alors qu'elles n'ont fait qu'intervenir dans le cadre de leurs missions pour aider les étrangers en souffrance de Calais.

La solidarité : une réponse citoyenne à une politique qui bafoue les droits et viole les consciences
A travers ces citoyens qu'on veut bâillonner, c'est l'immense élan de solidarité qui se manifeste autour des étrangers privés du droit au séjour et victimes d'une traque indigne qu'on veut briser ! C'est un climat totalitaire et répressif qu'on installe dans la société française

C'est le sens des menaces ou pressions contre les élus, les membres du corps enseignants, les personnels des services sociaux et tous ceux qui sont aujourd'hui en contact avec les étrangers. C'est le but du fichage généralisé et des appels à la délation dans les ANPE ou certaines mairies.

RESF réclame la relaxe pour ceux qui sont poursuivis .

Il appelle à se mobiliser pour soutenir chaque personne menacée. Et pour manifester concrètement partout en France cet engagement solidaire et citoyen, il lance le « **Manifeste des Innombrables** ».

En le signant, vous affirmerez un soutien actif à ceux qui sont poursuivis, vous prendrez un engagement personnel qui va bien au-delà d'une simple pétition, vous affirmerez que s'en prendre aux étrangers, c'est s'en prendre à nous mêmes ; que défendre leurs droits, c'est défendre les nôtres !

Ce communiqué est à télécharger sur le [site RESF](http://www.educationsansfrontieres.org/?article9936) ou à retirer auprès des collectifs RESF locaux.

<http://www.educationsansfrontieres.org/?article9936>

Il est à renvoyer, complété et signé à :
RESF c/o EDMF 8 Impasse Crozatier 75012 PARIS
[Haut de page ↑](#)

◆. Les troisièmes rencontres de l'éducation citoyenne

4,5 et 6 janvier 2008 à Grenoble

'Devenir citoyen et acteur d'un monde solidaire'

- ▶ Se rencontrer avec d'autres qui agissent pour une société plus humaine
- ▶ Promouvoir une éducation émancipatrice tout au long de la vie
- ▶ Permettre à chacun d'être acteur de sa propre vie et citoyen d'un monde solidaire
- ▶ Rapprocher les différentes raisons d'agir : écologiques, culturelles et de transformation sociale
- ▶ Constituer un réseau dans la durée

Se rencontrer avec d'autres qui agissent pour une société plus humaine

Nous sommes nombreux à chercher de nouvelles visions et pratiques pour construire un monde meilleur que cela soit dans notre travail, notre famille ou dans nos engagements associatifs...

Tous les deux ans, les rencontres de l'éducation citoyenne rassemblent 500 personnes qui veulent croire qu'on peut construire ensemble un monde solidaire et humain. Après celles de Lille et Toulouse, ces troisièmes rencontres nous permettront de connaître des personnes qui cherchent et trouvent d'autres façons de résister et de construire ensemble la société de demain, d'échanger les expériences et les réflexions porteuses d'éducation citoyenne, de préciser comment agir ensemble, de constituer un réseau dans la durée.

Promouvoir une éducation émancipatrice tout au long de la vie

Nous appelons « école de citoyens » toute instance, que ce soit ou non son objet principal, qui permet à chacun d'être acteur de sa propre vie et citoyen d'un monde solidaire. Pour cela, chacun doit pouvoir comprendre les grands enjeux du monde d'aujourd'hui, du mondial au local, approfondir les principes communs qui fondent l'action collective à travers les raisons d'agir de chacun et la diversité des actions, acquérir des comportements en accord avec ces valeurs, développer des méthodes, des outils, des savoir faire pratiques.

Permettre à chacun d'être acteur de sa propre vie et citoyen d'un monde solidaire

Pour qu'un autre monde soit possible, il faut agir ensemble pour un autre mode d'éducation tout au long de la vie des citoyen-n-e-s de ce monde. Une question centrale nous unit : « quelle éducation tout au long de la vie pour que chacun soit acteur de sa propre vie et citoyen d'un monde solidaire ? ».

RECIT travaille à la convergence de tous ceux qui se battent pour une société plus humaine et refusent que tout soit gouverné par le marché. Pour cela, l'éducation tout au long de la vie est une arme essentielle, à travers une démarche émancipatrice qui donne conscience aux citoyens de leurs capacités et de leurs responsabilités.

Rapprocher les différentes raisons d'agir : écologiques, culturelles et de transformation sociale

L'évolution de la société et du monde suscite de la part des citoyens plusieurs types d'indignations et de critiques :

- ▶ critique écologique : La crise écologique qui s'accélère depuis une vingtaine d'années met en jeu l'avenir de la planète.
- ▶ critique sociale : Le capitalisme mondialisé est source de misère et d'inégalités croissantes. En favorisant les seuls intérêts particuliers, il est destructeur des liens sociaux et des solidarités.
- ▶ critique démocratique : La démocratie est peu à peu vidée de son sens par le déplacement des lieux de pouvoir, la médiatisation du débat politique, la démagogie.
- ▶ critique culturelle et philosophique : La société de l'information conditionne les imaginaires. L'idéologie néolibérale fabrique une masse d'individus atomisés et détruit la notion d'humanité.

Beaucoup agissent pour restaurer la dignité humaine, développent d'autres modes de production et de consommation, favorisent la participation et la responsabilité de tous, etc. Mais ces actions restent

cloisonnées, d'où la faiblesse des réponses. Les actions sont récupérées par un système qui se renforce en « digérant » ses critiques.

A travers les Rencontres, nous nous proposons de rapprocher ces différentes raisons d'agir pour aller vers une approche globale, en nous appuyant sur les nombreuses actions qui sont menées localement.

Constituer un réseau dans la durée

Il est important de baser le réseau sur la motivation citoyenne en parallèle à l'appui des associations locales et internationales. Les rencontres pourront se prolonger au niveau local par la constitution de petites équipes locales afin d'échanger et mener des actions concrètes, prendre conscience des enjeux globaux de leurs actes et être vigilants par rapport aux événements. Elles sont une occasion pour créer de nouvelles équipes, et pour celles déjà constituées de faire le point.

Créer ou rejoindre une équipe, c'est aussi prendre soin du futur de notre planète humaine et participer à la transformation sociale.

[Pour en savoir plus sur Récit et ce rassemblement](#)

[Haut de page ↑](#)

♦. On ne peut pas s'habituer aux traques

« ... Vivre, c'est lutter et on ne peut pas s'habituer aux traques qui se font aujourd'hui. Il n'y a plus de lieux protégés. Que l'on soit dans un bus, à l'école, dans une église, chez soi, la police peut venir nous prendre. Et les gens sont habités par la peur. On ne peut pas accepter ça.

C'est une honte en France d'en être arrivé là. Quand une société délaisse les plus faibles comme ça, comment peut-elle vivre en paix ! »

Jacques Gaillot 11.2007

Vous pouvez suivre la courte mais entière interview de Jacques Gaillot <http://www.partenia2000.over-blog.com> (vidéo du mardi 6 novembre 2007 sur le blog)

[Haut de page ↑](#)

♦. Appel contre la statistique ethnique

En adoptant la loi relative à l'immigration, l'intégration, l'asile, le parlement a modifié la loi Informatique et Liberté en autorisant la collecte de « statistiques ethniques » dans le cadre d'« études sur la mesure de la diversité des origines des personnes, de la discrimination et de l'intégration ». Dès 2008, une grande enquête publique, portant sur les revenus, le niveau d'étude, etc. prévoit de demander à 24 000 personnes de répondre à des questions comme « De quelle origine vous diriez-vous ? », « et de quelle couleur de peau vous diriez-vous ? » et « Avez-vous une religion ? Si oui, laquelle ? » ...

Il est urgent de se mobiliser devant ce renoncement aux principes fondateurs de notre République. Aujourd'hui, un appel est lancé par SOS Racisme : www.fichepasmonpote.com

[Haut de page ↑](#)

♦. Albert Jacquard à Nancy le 26.10.2007

... Grâce à cet éminent généticien, des générations d'étudiants ont appris que la notion de race ne repose sur aucune réalité scientifique et qu'on a besoin de tous pour faire un monde. Même des gros. Leurs gènes qui permettent de stocker de grandes réserves alimentaires ont permis à l'espèce humaine de se perpétuer malgré les famines.

... L'amendement Mariani, relatif aux tests ADN pour les candidats au regroupement familial, récemment adopté par le parlement, le (ndlr: Albert Jacquard) fait "hurler": « *C'est la porte ouverte au renoncement à l'idée du droit du sol en vigueur depuis mille ans en France au profit du droit du sang, celui qui prévaut en Allemagne. Ce n'est pas un hasard si c'est là-bas qu'a fleuri le nazisme* ». La définition de l'être humain qu'il propose contredit le déterminisme génétique. « *Ce que je suis, c'est les liens que je tisse et non les gènes que j'ai. On ne naît pas être humain, on le devient. La nature génétique*

d'un individu est moins déterminante que son aventure ». Il ne s'agit pas d'un débat droite gauche, mais « d'une vision de l'être humain ». A ses yeux le législateur « n'a rien compris et ça se comprend ». « Les concepts de la génétique sont nouveaux, à peine 140 ans. Il a fallu quatre siècles pour que se propagent celles de Galilée ». Quant à l'identité, il avoue « ne pas savoir ce que c'est ». S'il en était le ministre, il ne saurait « vraiment pas quoi faire ». « Etre français, c'est adhérer à un ensemble de valeurs, c'est avoir lu Montesquieu et oublié Astérix. Je suis content d'être français quand je suis à l'étranger à travers l'image que véhicule la France. C'est à dire Montesquieu, justement, et l'esprit des Lumières ». Il trouve absurde cette traque aux sans-papiers. « A Calais, j'ai vu des policiers empêcher des hommes d'aller en Angleterre. J'ai envie de dire de quoi se mêlent-ils ? Pourquoi empêcher des gens d'aller chez le voisin si ce n'est pas pour les retenir chez nous. »

Son rêve pour les hommes : « un front commun contre un ennemi commun : la maladie ». Albert Jacquard rêve d'un « système sanitaire planétaire », avec des médecins « sans nationalités » payés par l'OMS ». Il se donne un siècle pour y parvenir. Un peu trop utopique le scientifique ? « Je n'ai pas le droit de m'arrêter ». Et peu importe si certains avec mépris le classent dans la catégorie des « bonnes âmes » ou des « droit-de-l'hommeistes »...

Saïd Labidi - Est Républicain

[Haut de page ↑](#)

♦. Destruction de la première parcelle de maïs bio contaminée par du maïs transgénique Une cinquantaine de personnes a procédé au broyage des deux hectares de maïs de Bernard Poey à Saint-Dos.

C'était bien du fauchage volontaire, mais cette fois il s'agissait de maïs bio. Une cinquantaine de personnes a procédé hier matin à la première destruction de maïs bio contaminé par du maïs OGM sur la commune de Saint-Dos en Béarn. Bernard Pouey, l'agriculteur propriétaire des deux hectares de maïs pollué a broyé les parcelles concernées, entouré de voisins et de paysans de la fédération Bio d'Aquitaine.

"Je suis écoeuré de devoir détruire mon maïs", a commenté l'agriculteur avec amertume. Une expérimentation menée sous contrôle d'huissier par Bio d'Aquitaine a mis en évidence un taux de contamination de 0,14% d'OGM dans ses parcelles bio. Ce résultat issu d'analyses menées par le laboratoire Atlangène de Nantes a conduit Qualité France, l'organisme certificateur de l'agriculteur, à lui ôter le label bio en lui demandant la destruction du maïs.

En plus du fait qu'il ne pourra pas vendre sa récolte, à un prix prévu de 400 euros/tonne, l'agriculteur bio perd la possibilité de faire des cultures pendant deux ans sur les champs en question. En effet, avant d'être contaminé par les champs de maïs transgénique avoisinants, Bernard Pouey avait déjà été victime de dégradations aux produits chimiques au début de l'été, acte pour lequel il a porté plainte contre X. Selon l'évaluation de l'agriculteur, seuls 30% des épis avaient fleuri, le reste des pieds de maïs étant restés rachitiques.

Parmi les agriculteurs venus en soutien à Bernard Poey, Jean-Michel Etchegaray a regardé la destruction avec plus de regrets que les autres. L'éleveur de Béguios devait en effet acheter la totalité de la récolte du paysan béarnais. "Ça va être problématique pour moi dorénavant", a déclaré le jeune agriculteur en conversion bio. "Je dois alimenter mes vaches avec de l'aliment bio mais si ça continue comme ça, je ne sais pas comment je vais faire. Ce n'est pas seulement pour les bios que ça va être embêtant mais aussi pour tous les agriculteurs en filière qualité et en AOC", estime-t-il.



Son exploitation de 25 hectares ne lui permet pas de pouvoir produire la totalité des fourrages dont il a besoin. Il doit donc avoir recours aux achats à d'autres producteurs. Mais l'agriculteur n'a pas non plus de garanties quant à sa propre production. "Je ne pense pas qu'il y ait d'OGM près de chez moi mais en réalité je n'en sais rien car on ne sait pas exactement où sont ces parcelles", poursuit-il.

Jean-Michel Etchegaray vend la totalité de la viande qu'il transforme directement à un réseau de particuliers. "Pour l'instant, ils n'ont pas encore pris conscience du problème. Ils connaissent le producteur et lui font confiance", constate-t-il.

Les parcelles de Bernard Poeuy comme celles d'un autre agriculteur du Lot-et-Garonne faisaient partie d'une expérimentation menée par Bio d'Aquitaine et financée par le Conseil régional afin de mettre en évidence la propagation du pollen de maïs OGM. Pour Jon Harlouchet, président de Bio d'Aquitaine, si l'expérience "démontre bien qu'il y a une propagation des OGM, les sabotages systématiques prouvent aussi qu'il existe des gens qui veulent éviter à tout prix que ces résultats soient connus".

Source: Le Journal du Pays Basque

<http://lejournal.euskalherria.com/izatzia/index.php>

[Haut de page ↑](#)

◆. Cela s'appelle une RAFLE 26.10.2007

Communiqué de presse

Cela vient de se passer cette fin de matinée, entre la rue de la République et le Cours Gambetta : Des policiers qui arrêtent les bus systématiquement, qui contrôlent certains passagers au faciès, c'est à dire qui ressemblent à des étrangers, qui font descendre, femmes, hommes, poussette, qui embarquent sans discussion et sans ménagement, et même violemment comme cette femme (qui pourtant avait des papiers) qui allait chercher ses enfants à l'école (qui attendent toujours leur mère dont nous n'avons aucune nouvelles 3 heures après)...

Nous l'avons vu de nos propres yeux puisque nous, la CIMADE, avons pris des photos et avons même été contrôlé et vilipendé pour ce fait... Nous avons appelé le cabinet du Préfet pour lui dire notre émotion devant cette femme en pleurs qui a assisté à l'embarquement de son amie pourtant en règle.

Cela porte un nom : Une rafle. Tout simplement. Le terme est approprié. Et, nous ne pouvons même plus mettre des guillemets.

Et, nous ne confondons rien...nous ne faisons pas ici de parallèle entre 1942 et 2007.

Les situations ne sont pas comparables. Rien à voir. Les raflés ne sont pas envoyés vers l'indignable. Ils disposent encore un peu, de recours d'un état de droit. Le pouvoir qui a donné ces consignes a été légitimement élu. Etc.

De même que nous n'amalgamons pas, comme un premier réflexe, ce qui revient de la chasse systématique des étrangers qui a tendance à ce développer : objectifs chiffrés d'expulsions donnés par le pouvoir à sa police, des policiers forçant une porte au petit matin, ou encore des convocations-piège à la préfecture... Mais n'en déplaise à quiconque... ce à quoi nous avons assisté...et nous en sommes meurtri que cela se passe en France aujourd'hui...

Cela s'appelle une RAFLE!!! Afin de faire l'autopsie de cette rafle, la CIMADE lance un appel à témoin.

Tous ceux qui ont assisté à ces faits peuvent appeler au tel : 0467065502

Contact : Jean Paul NUNEZ : 0608328413

[Haut de page ↑](#)

◆. Démocratie et liberté de la presse

Il n'y a pas de démocratie sans liberté de la presse !

Comment traite t'on l'exclusion lorsque l'on perd la liberté de presse ?

Les syndicats de journalistes, réunis pour la première fois depuis quinze ans, s'adressent à tous les français pour proposer une loi garantissant l'indépendance des rédactions, à l'heure où les dérives déontologiques, les rachats de médias et les pressions sur le contenu de l'information se multiplient, remettant en cause le droit de chacun à une information honnête, indépendante et fiable.

L'Intersyndicale des Journalistes (SNJ, CFDT, CGT, FO, CFTC) nous en dit davantage et nous invite à signer une pétition :

<http://www.intersj.info>

[Haut de page ↑](#)

♦. Madie FOFANA doit être régularisée !

A l'attention de : Monsieur le Préfet de l'Isère

Madie FOFANA vient d'avoir 20 ans. Depuis 13 jours, elle est enfermée au centre de rétention administrative de Nîmes et vit sous la menace d'une expulsion vers le Sénégal à tout instant. Or ce qui l'attend là bas, c'est un mariage forcé.

A 13 ans, elle a été promise en mariage et envoyée en Guinée dans sa future belle famille. A 16 ans, elle a été emmenée en France soit disant pour qu'elle aille à l'école. Mais c'est tout autre chose qui attendait Madie : un mariage forcé avec un homme de plus de 60 ans ayant déjà deux épouses et de nombreux enfants.

Madie a refusé ce mariage et réussi à y échapper grâce à l'aide de sa soeur chez qui elle vit depuis. Elle comprend et parle parfaitement le français. C'est une jeune fille semblable à toutes les jeunes filles de son âge vivant en France. Elle a été élève au lycée Mounier de Grenoble, est insérée dans la société, a des ami(e)s... Elle suit des cours au centre social de Fontaine (38) qui la prépare à rechercher un emploi. Toutes ses attaches personnelles et familiales sont en France. Elle bénéficie du soutien de sa sœur et de son beau-frère qui l'ont recueillie et prise en charge.

Les démarches de régularisation entreprises depuis sa majorité n'ont pas abouti. Le 2 octobre dernier, Madie FOFANA a été arrêtée au guichet de la Préfecture de l'Isère à Grenoble et emmenée le jour même au CRA de Nîmes. Depuis, elle est menacée à tout instant de reconduite à la frontière.

Au Sénégal, cette toute jeune femme, orpheline et sans frères ni sœurs au pays, ne pourra compter que sur la « protection » de son oncle, frère aîné de son père décédé, qui aura autorité sur elle et qui est précisément l'homme qui a décidé et organisé le mariage forcé auquel elle a échappé à son arrivée en France en avril 2003. Pour son oncle et son « futur mari », ce projet de mariage n'est que différé, il reprendrait tout son sens avec le retour de Madie au pays.

Parce que l'expulsion de Madie FOFANA est impensable au regard du respect des droits de la personne et des conventions internationales, nous vous demandons, Monsieur Le Préfet, de libérer, protéger et régulariser Madie, en application du décret du 13 septembre 2007, relatif à l'admission au séjour, à la protection, à l'accueil et à l'hébergement des étrangers victimes de la traite des êtres humains...

[Haut de page ↑](#)

♦. Les birmans ont besoin de notre soutien

La Birmanie est à un tournant : Les birmans osent défier la junte comme jamais depuis 20 ans. La situation à Rangoun est à la fois fantastique et inquiétante. Depuis huit jours, les moines et les citoyens sont en effet dans les rues : 100.000 lundi et 150.000 mardi. La junte a cependant menacé de réprimer les moines s'ils ne stoppaient pas leurs manifestations. En 1988, les généraux avaient stoppé des manifestations par un bain de sang : 3000 étudiants, moines et citoyens y avaient laissé la vie.

Les birmans ont besoin de notre soutien. Les manifestations en Birmanie sont une opportunité unique pour la liberté dans ce pays qui est un symbole dans toute l'Asie tant pour les violations des droits de l'homme que pour la résistance non-violente de ses démocrates. Si nous ne soutenons pas les Birmans aujourd'hui, nous nous en mordrons les doigts pendant les 20 prochaines années. Les journées qui viennent sont donc cruciales.

Rassemblement en solidarité avec les Birmans

Venez manifester pour soutenir les birmans qui manifestent actuellement.

a) Rassemblements en solidarité avec les birmans tous les midis (12 à 13h00) à la Place de la Liberté à Bruxelles (métro Madou).

b) **Grand rassemblement ce samedi 29 septembre à midi (de 12 à 13h00)**

La Place de la Liberté sera temporairement renommée 'Place des démocrates birmans'.

Portez un vêtement ou accessoire jaune (fleur, foulard...), couleur symbole des démocrates birmans. Toutes les Communes pour la Birmanie et tous les Elu(e)s pour la Birmanie sont également invités à participer.

Les rassemblements sont appelés par Actions Birmanie, Amnesty, La Ligue des Droits de l'Homme, la FIDH, la CNAPD, le MOC, le CNCD, Justice et Paix et les organisations du 'Front peu Commun'. Merci d'inviter par emails et SMS tous vos amis, parents et collègues à rejoindre ces rassemblements.

Pour en savoir plus <http://www.birmanie.net/>

[Haut de page ↑](#)

◆. L'homéopathie menacée

Les députés vont, prochainement, être appelés à voter une franchise de 0,50 € sur toutes les boîtes de médicaments prescrites. Le prix des médicaments homéopathiques est faible, le taux de remboursement est à 35%. Avec 0,50 € imputés sur cette prise en charge, le remboursement est réduit à presque rien. Par exemple, le tube homéopathique coûte 1,82 €. Avec 35% de remboursement et 0,50 € de franchise, le remboursement par l'Assurance Maladie serait de 0,13 €...

Cette mesure porte une grave atteinte à votre liberté de choix thérapeutique et à l'égalité devant la santé à laquelle vous avez droit. Pour s'opposer à cette franchise sur les médicaments homéopathiques, saisissez votre député car c'est lui qui vote la Loi et envoyer lui le message suivant :

" M, Mme Pour limiter le déficit de l'Assurance-maladie et pour financer la prise en charge de la maladie d'Alzheimer, le gouvernement vous demande de voter une franchise de 0,50 € sur chaque boîte de médicament. Pour me soigner et soigner mes proches, j'ai fait le choix de consulter un médecin qui me prescrit des traitements homéopathiques. Les médicaments homéopathiques sont beaucoup moins chers que les autres médicaments. Le tube homéopathique que prescrit mon médecin coûte 1,82 €. Il est remboursé à 35%, soit 0,63 €. Si cette franchise était imputée sur ce remboursement, celui-ci ne serait plus que de 0,13 €, soit un taux de 7,5%. Cela équivaut à un quasi déremboursement..."

[Pour lire la suite, cliquer](#)

[Haut de page ↑](#)

◆. Témoignage bouleversant

Celui d'une écolière de 12 ans et demi en Côte d'Ivoire. Dans le conflit de ce pays, le viol est devenu une véritable arme de guerre, servant à punir, à humilier, à terroriser.

« Ils ont frappé à la porte et m'ont demandé de les rejoindre, sous la menace.

Certains étaient des rebelles, ils portaient des treillis.

Arrivés dans leur camp, ils m'ont frappée et se sont mis à quatre pour me tenir les mains et les pieds.

Pendant ce temps, plus de dix hommes m'ont violée à tour de rôle.

Le lendemain, d'autres hommes sont venus.

J'ai essayé de leur échapper en leur disant que j'avais été violée, que j'avais peut-être le sida et que cela pouvait être dangereux pour eux.

Ils m'ont giflé avec fureur et la scène de la veille a recommencé. J'étais à peine consciente tant je souffrais. Je crois qu'ils m'ont ensuite abandonnée dans la brousse où je suis restée couchée toute la nuit.

Maintenant, pour moi, la honte est devenue plus grande encore que la douleur. Je me sens souillée à jamais et je sais que ma famille va me rejeter, que je ne pourrai plus continuer mes études et que je serai seule, sans rien à manger, comme cela est arrivé à une autre étudiante.

Je n'ose pas aller jusqu'au centre de soins. Partout les femmes sont violées, les routes sont dangereuses, j'ai trop peur. J'ai seulement envie de mourir. »

<http://www.amnesty.fr/>

[Haut de page ↑](#)

◆. Nous soutenons les sans-papiers en grève de la faim

Des dizaines de sans-papiers poursuivent une grève de la faim entamée par certains depuis le 15 juin. Cette grève de la faim a été imposée par l'attitude de la Préfecture du Nord qui a arrêté, poursuivi, expulsé des sans-papiers qui sont en attente d'une régularisation depuis des mois voire des années.

Les sans-papiers n'ont eu, en désespoir de cause, d'autre choix que de mettre leurs vies en danger en utilisant l'ultime recours à leur disposition : la grève de la faim.

En signant cette pétition, nous affirmons notre soutien aux sans-papiers en grève de la faim et nous exigeons de la Préfecture du Nord qu'elle réponde à leurs revendications.

<http://www.educationsansfrontieres.org/?article7636>

-=-=-=-=-=-=-=-

Albert Jacquard : Grévistes de la faim de Lille

<http://www.educationsansfrontieres.org/?article7347>

Chers amis Voici le texte du rapport que j'ai remis à Fadela Amara en lui demandant de le transmettre à Mme Bouttin

Rencontres du 2 août

A l'invitation du Comité de Soutien des Sans Papiers du Nord je suis allé à Lille hier 2 août.

-Accompagné de quelques militants du CSP je suis allé au Commissariat Central où ma venue avait été annoncée. Nous sommes restés trois quarts d'heure dans la salle d'accueil sans que quiconque veuille bien nous rencontrer.

-Nous sommes alors allés à l'hôpital d'Armentières où sont soignés six grévistes de la faim. Cette grève dure depuis le 15 juin, lorsque, après une longue patience face aux documents incohérents fournis par la Préfecture, une soixantaine de Sans Papiers ont décidé de recourir à cet ultime moyen d'attirer l'attention sur leur sort. A Armentières les responsables réussissent à la fois à soigner ces grévistes dont l'état médical est devenu inquiétant, et à respecter leur décision de ne pas s'alimenter avant d'être enfin entendus. J'ai pu, accompagné par une représentante de la directrice, rencontrer ces six grévistes. Le plus clair est leur détermination à prolonger leur jeûne quel qu'en soit le danger. Il est urgent de trouver une solution qui ne fasse pas perdre la face aux pouvoirs publics, mais qui prenne en compte cette détermination.

-Enfin nous avons rencontré devant l'hôpital de Lille trois autres grévistes qui, si j'ai bien compris mais les événements sont assez embrouillés, venaient d'être relâchés d'un centre de rétention. Devant leur état de faiblesse nous les avons conduits à l'accueil où ils ont été aussitôt admis dans un des services.

Le sentiment que je retire de ce court contact, est qu'il y a urgence. A tout moment l'état de santé d'un gréviste peut se dégrader et provoquer le pire. Il est temps que les pouvoirs publics en prennent conscience : des vies sont en cause.

Albert Jacquard

[Haut de page ↑](#)

◆. On ne pratique pas la chasse à l'enfant sans "dégâts collatéraux"

C'est un enfant, il a douze ans, il est entre la vie et la mort à Amiens. Il aurait pu être Chinois, être plus âgé, et le drame aurait pu avoir lieu à Dôle, Lyon, Lille ou n'importe où en France. Ce n'est pas un accident. C'est l'effet direct et inéluctable de la politique imposée aux préfetures et aux policiers par le gouvernement. Les services sont soumis à des quotas en matière d'interpellation (125 000 exigés par le ministre en 2007) et d'expulsions (25 000).

Oui, les sans-papiers sont pourchassés par la police. Jusque chez eux.

D'autres drames, moins spectaculaires, se déroulent partout en France : à l'heure où nous écrivons, 10 parents (pères ou mères) d'enfants scolarisés sont placés en centre de rétention par la préfecture de police de Paris, en attente de leur expulsion pendant qu'à la maison le parent échappé à la rafle et les enfants sont dévorés d'inquiétude devant leur avenir de demi-orphelins. A Metz, un autre père de famille risque

l'expulsion par l'Allemagne vers la Mongolie. Et on pourrait poursuivre cette liste qui dénombrera toujours en deçà de la réalité arrestations et expulsions, familles déchirées et vies brisées....
Le Réseau sans frontières est fier de défendre ces familles, ces enfants ; il s'efforce de construire la solidarité nécessaire, même en cette période où l'Etat, quoiqu'il en dise, en profite pour mettre les bouchées doubles.

Les enfants de ce pays, où leurs familles sont venues chercher tolérance et liberté ont le droit de vivre comme tous les enfants, sans la peur quotidienne au ventre, de même que leurs parents.
Il faut mettre fin aux expulsions, et aux pratiques auxquelles les forces de police se livrent, et donner à ceux qui vivent à nos côtés le droit au séjour.

<http://www.educationsansfrontieres.org/>

[Haut de page ↑](#)

◆. «**Devenir citoyen et acteur d'un monde solidaire** »

Troisièmes rencontres de l'Education Citoyenne

Éducation citoyenne et mobilisation civique

Grenoble, du vendredi 4 au dimanche 6 janvier 2008

«Comment permettre à chacun d'être acteur de sa propre vie et citoyen d'un monde solidaire ?»

Autour de cette question centrale, un réseau vivant d'acteurs depuis 4 ans s'est constitué. Après celles de Lille et Toulouse, ces Troisièmes Rencontres veulent témoigner d'une grande convergence dans les principes d'action, les méthodes et les outils d'une démarche émancipatrice. La mutualisation des expériences et des réflexions permet à chacun de s'affermir dans son action et de prendre conscience de son rôle d'éducation à la citoyenneté à travers les actions qu'il mène.

Des enjeux pour la planète - Dans un contexte qui s'est aggravé, que faire ?

Face à l'accroissement des inégalités et de la précarité, aux tentations de repli identitaire, à la flambée des violences, aux dégâts du réchauffement climatique... comment vivre sa citoyenneté dans son environnement ?

500 à 600 personnes sont attendues, venant de toutes les régions de France et de différents pays, notamment de Suisse, de Hongrie, du Québec, du Brésil et du Bénin.

Agir de façon cohérente et efficace

Ces rencontres s'adressent largement à **toutes les initiatives qui contribuent à l'émergence d'une société plus humaine**. Un moment pour se connaître, préciser les méthodes et les outils de la mobilisation locale, faire le lien avec des problèmes globaux de la société et de la planète

Pendant 3 jours, de multiples ateliers, forums, échanges et débats

25 ateliers, sont préparés de façon collective par des groupes ouverts à tous ceux qui le souhaitent. Ce travail s'appuiera sur l'expérience des participants. Ils aborderont les différentes entrées d'une mobilisation porteuse d'éducation citoyenne.

L'éducation tout au long de la vie est un facteur déterminant d'égalité, de liberté et de fraternité. **Cette éducation émancipatrice passe à travers tous les aspects de la vie**, et pas seulement l'école ou l'éducation populaire.

Participer à la transformation collective

Pour que chacun y contribue personnellement, RECIT a lancé en février 2007 un appel à constituer des équipes et mener des actions concrètes pour favoriser la mobilisation civique. Les rencontres sont une occasion pour ces groupes locaux de se rencontrer et de faire le point.

Des rencontres accessibles à tous

Des formes simples d'organisation : logement chez l'habitant, covoiturage,... Le coût d'inscription sera de 15€, 5€ pour les étudiants, chômeurs, RMIstes, 40€ pour membres de structures ayant un budget supérieur à 20 000 €.

Inscrivez-vous dès maintenant ! Tous renseignements www.recit.net

RECit, Inscriptions Rencontres, 15 av Robert Fleury, 78220 VIROFLAY

[Haut de page ↑](#)